

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/mali/la-france-et-le-mali/evenements-19439/article/mali-declaration-unilaterale-d>



Déclaration unilatérale d'indépendance de l'Azawad (6 avril 2012)

La France, avec la communauté internationale, est attachée à et défend l'unité et l'intégrité territoriales du Mali. **Nous considérons que la déclaration unilatérale "d'indépendance de l'Azawad" par le MNLA est nulle et non avenue.**

Nous appelons le MNLA à inscrire son action dans le cadre d'un dialogue politique respectueux de l'ordre constitutionnel malien et de l'unité du pays.

Nous appelons le capitaine Sanogo à remettre au plus vite le pouvoir à des autorités civiles consensuelles dans le respect de la constitution, afin que la CEDEAO et l'ensemble de la communauté internationale puissent aider le Mali à revenir à l'ordre constitutionnel normal et à lutter contre les différents groupes terroristes présents dans le Nord.

Nous réitérons notre soutien à l'ensemble des [efforts de médiation et de sécurisation entrepris par la CEDEAO](#).

Nous condamnons fermement les violences et les pillages perpétrés par les milices d'AQMI et d'Ansar Dine. Nous condamnons également les enlèvements de personnels diplomatiques et consulaires algériens.

Nous appelons l'ensemble des parties au respect des principes du droit humanitaire face à la dégradation de la situation des populations civiles.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/mali/la-france-et-le-mali/evenements-19439/article/mali-sommet-de-la-cedeao-a-abidjan>

Sommet de la CEDEAO à Abidjan (28 mars 2012)

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est réunie hier à Abidjan et a adopté à cette occasion des décisions fermes et courageuses en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel au Mali.

Elle a appelé la junte à rétablir l'ordre constitutionnel.

La France salue l'engagement déterminé de la CEDEAO pour mettre un terme à la crise au Mali.

Elle considère que les pays voisins du Mali sont les mieux à même de contribuer à la résolution de la situation dans le pays.

Nous espérons que la mission des chefs d'État de la CEDEAO à Bamako permettra d'atteindre cet objectif au plus vite.

Il est important que le Mali puisse revenir sans plus attendre à la légalité constitutionnelle, que les personnes arrêtées retrouvent la liberté et que le peuple malien puisse décider démocratiquement de son avenir, comme les prochaines échéances électorales doivent lui en donner l'occasion.